

Usagèr.es,
Cheminot.es,

DÉFENDONS NOTRE SERVICE PUBLIC FERROVIAIRE !



Madame, Monsieur, bonjour,

Usagers du quotidien, voyageurs occasionnels ou citoyens, comme les cheminots, nous avons des exigences vis-à-vis du service public SNCF.

Exigeants sur la qualité du service public, les dessertes, la présence humaine dans les gares et dans les trains, la tarification, la régularité et tout ce qui concourt à un voyage facilement accessible et serein.

Pour autant, comme nous, vous êtes confrontés à un système de plus en plus éclaté entre différentes entreprises et filiales. Les choix opérés ces dernières années désorganisent et dégradent à la fois vos conditions de transport et nos conditions de travail.

Ces difficultés ne sont pas une fatalité, mais la conséquence de choix politiques d'organisation et de financement contestables.

En effet, pendant que le système ferroviaire se fragmente, la facture s'alourdit pour les usagers. Les tarifs TER ont déjà augmenté de 2,3 à 10 % selon les régions et les billets TGV de plus de 4 % entre 2020 et 2024. Demain, le projet de loi-cadre de financement des infrastructures pourrait encore imposer des hausses de tarifs au rythme de l'inflation !

LA CONCURRENCE COÛTE CHER ET EST INEFFECTIVE !

➔ **Près de vingt ans après l'ouverture à la concurrence du fret ferroviaire**, le bilan est loin des promesses : entre 2006 et 2025, nous comptons des milliers de camions supplémentaires sur les routes, générant plus d'accidents, de bouchons, d'hospitalisations dues à la pollution et de dégradations des infrastructures.

➔ **Pour les voyageurs, la mise en concurrence** génère également des coûts importants : indemnisation des candidats non retenus (entre 300 000 et 1 million d'euros par candidat), investissements de centaines de millions d'euros dans les ateliers et centres de maintenance parfois en doublon avec les ateliers existants et un endettement des régions dans le cadre du transfert et de l'acquisition de nouveau matériel (ex : 1,1 milliard d'euros dans le Grand Est) ; autant de dépenses supportées par la collectivité qui pourraient être consacrées à l'entretien du réseau et à l'amélioration du service public.

LE FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES EST UN INVESTISSEMENT POUR L'INTÉRÊT GÉNÉRAL !

Parallèlement à l'organisation même du système ferroviaire national, son financement est un sujet central afin de répondre aux enjeux actuels et futurs. Nous avons besoin de maintenir les lignes sur tout le territoire national pour permettre l'accès au train au plus grand nombre.



En 2024, les investissements ont atteint 4,75 milliards d'euros pour le réseau ferroviaire national contre 12,2 milliards d'euros pour le réseau routier. De plus, le rail contribue directement au financement de ses infrastructures grâce aux péages payés par les entreprises ferroviaires et principalement la SNCF : en 2025, ces recettes ont couvert 82 % du coût complet du réseau géré par SNCF Réseau.



Pour assurer un réel financement, la CGT revendique une loi pluriannuelle de financement des infrastructures avec un fléchage identifié pour le ferroviaire ainsi que des ressources existantes ou nouvelles à mobiliser comme l'utilisation d'une partie de la TICPE, la nationalisation des autoroutes, la généralisation et le déplafonnement des versements mobilité dans les régions.



LE TRAIN EST UN BIEN COMMUN !

Le ferroviaire est indispensable à la transition écologique, aux déplacements quotidiens et à l'accès aux services publics. Il permet de limiter la dépendance à la voiture et de maintenir des liaisons essentielles entre les territoires.

Pour répondre à ces besoins, la CGT défend un service public ferroviaire unifié et intégré autour d'une entreprise publique : LA SNCF ! capable de mutualiser les moyens, de préserver les savoir-faire, de garantir des droits sociaux de haut niveau et d'investir prioritairement dans le service rendu aux voyageurs.

A contrario, l'austérité budgétaire du projet de loi de finances 2027 du gouvernement aura un impact direct sur la SNCF et sur les usagers, pouvant remettre en cause l'égalité de traitement sur l'ensemble du territoire.

Pour la CGT, il y a urgence à stopper le bras des casseurs et reconstruire un service public unifié pour agir efficacement dans la transition écologique.

**USAGERS - CITOYENS - CHEMINOTS
LE SERVICE PUBLIC EST NOTRE BIEN
COMMUN !**

**DÉFENDONS-LE, DÉVELOPPONS-LE,
LE 5 NOVEMBRE AGISSONS
ENSEMBLE !**